

Les relations de l'URSS avec la France et l'Angleterre

Christian Rakovsky

Source: «l'Humanité», dimanche 15 novembre 1925, pp. 1-2. Notes MIA.

Londres, 14 novembre (l'Humanité) – Rakovsky a quitté Londres hier pour venir prendre son poste d'ambassadeur de l'URSS à Paris. Notre camarade qui avait su se créer de nombreuses sympathies, surtout dans les milieux ouvriers, laisse à Londres de profonds regrets. Une certaine partie de la presse a parlé d'échec au sujet de son transfert à Paris. C'est une nouvelle calomnie. Les deux années qu'il a passées à Londres ont été marquées par d'importants succès diplomatiques. Au cours des douze derniers mois, il a fallu à notre camarade des aptitudes particulières pour manœuvrer au milieu des obstacles, des embûches quotidiennes et éviter une rupture des relations entre le gouvernement anglais et l'Union soviétique. Avant de quitter Londres, Rakovsky a bien voulu nous accorder une interview dont l'importance n'échappent pas à nos lecteurs.

— *Dans quelle situation laissez-vous les relations anglo-soviétiques, demandons-nous à Rakovsky ?*

— Je ne puis pas dire quelle est excellente, à tous les points de vue, mais elle n'est pas non plus mauvaise. Disons qu'elle est satisfaisante. Rappelez-vous quand je suis arrivé il y a deux ans – déjà ! – j'ai trouvé ici une opinion publique encore sous l'effet du fameux ultimatum de feu [Lord Curzon](#). Les relations avec le gouvernement anglais se réduisaient à des rencontres avec des fonctionnaires subalternes du Foreign Office, avec lesquels nous discussions seulement de questions de visa. Les rapports économiques étaient réduits au commerce que faisait l'Arcos¹. Rarement les Anglais se décidaient à visiter notre pays. La presse anglaise était pleine de déformations les plus absurdes et les plus fausses sur l'Union des Soviets, dont la situation était considérée comme précaire.

Je quitte Londres après le rétablissement des rapports diplomatiques. Dans l'espace de ces deux années, notre commerce a triplé, l'opinion publique est beaucoup mieux renseignée sur nous et des Anglais appartenant à tous les partis et à toutes les classes sociales se rendent en toute tranquillité chez nous, et personne n'ose plus affirmer que le pouvoir des Soviets est à la veille de sa chute.

Ce résultat est dû aux progrès immenses que l'Union des Soviets a faits dans ce laps de temps dans la voie de sa consolidation intérieure, politique et économique.

Certes, il y a encore parmi les conservateurs anglais une partie notable qui n'a pas désarmé et qui continue de prêcher des croisades contre la Russie des Soviets. Mais le fait que, malgré tout, les relations diplomatiques se sont maintenues est la meilleure des preuves que ces éléments constituent la minorité du pays et que leurs voix ne trouvent pas d'échos dans les grandes masses.

1 Acronyme de la All-Russian Co-operative Society (Société coopérative pan-russe). En fonction du monopole du commerce extérieur en vigueur après la révolution d'Octobre, cet organisme fut constitué en octobre 1920 sous l'égide du Commissariat du peuple au Commerce extérieur afin de réguler le commerce anglo-soviétique.

Un autre fait d'une importance considérable, c'est le rapprochement intime qui a lieu dans cette période entre les mouvements professionnels des deux pays. Je regrette beaucoup que le traité signé avec l'Angleterre sous le gouvernement de [Mac Donald](#) ait été rejeté², mais je suis persuadé que dans un temps plus ou moins proche, on sera forcé de revenir à ce traité. L'Angleterre se donnerait un démenti à elle-même si, après avoir tant proclamé ces derniers temps – surtout après Locarno – la nécessité d'établir la paix sur des bases solides, elle continuait envers l'Union des Soviets la politique prêchée par [Joynson Hicks](#).

A quoi peut servir d'ailleurs la politique du poing levé ? Ce n'est pas un grand pays révolutionnaire comme le nôtre qui cédera au boycottage financier et diplomatique qui, au surplus, est à double tranchant.

Envers l'Angleterre, notre attitude ne change pas : Nous ne laissons échapper aucune occasion pour déclarer, comme l'a fait il y a quelques jours [Rykov](#) dans sa réponse à la délégation des parlementaires travaillistes, que nous sommes toujours prêts à reprendre les négociations.

— *Et envers la France ?*

— C'est notre grande tâche actuelle. Nous considérons les négociations de l'année dernière avec l'Angleterre comme un acheminement vers des négociations avec les autres pays, et en premier lieu avec la France. Aujourd'hui, la géographie diplomatique a changé, mais le problème reste le même. Un rapprochement avec la France impliquant la liquidation des questions pendantes – je parle de la dette d'avant-guerre – créerait certainement la meilleure atmosphère générale qui facilitera aussi des négociations éventuelles avec l'Angleterre.

— *Prévoyez-vous qu'en ce qui concerne la France le problème sera plus facile à résoudre ?*

— Facile est une façon de parler. Si d'un côté la question des dettes en France est plus compliquée, le montant même des dettes étant plus élevé, d'autre part, nous n'avons aucune cause de friction en ce qui concerne les intérêts politiques et nationaux des deux pays. Actuellement, après Locarno, les rapports russo-germaniques ne peuvent plus porter ombrage à notre amitié avec la France. Votre pays lui-même ne vient-il pas de signer avec l'Allemagne un traité allant beaucoup plus loin que celui de Rapallo ?³

Le public français peut maintenant se rendre compte de l'absurdité du bruit qui courut à Gênes⁴ et après Gênes sur une prétendue alliance militaire entre les Soviets et le Reich.

Nous savons combien est grand l'intérêt que la France porte à ses amis et alliés. La visite de [Tchitchérine](#) à Varsovie rendue possible par le fait d'un rapprochement réel entre nous et la Pologne est la preuve de l'amélioration sensible de nos rapports avec nos voisins.

2 Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance « de jure » de l'URSS par la Grande-Bretagne (1er février 1924), des négociations s'ouvrirent du 14 avril au 4 août 1924 en vue de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité de commerce fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

3 Traité conclu le 16 avril 1922 entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne à Rapallo (Italie), en marge de la Conférence de Gênes. Le traité prévoyait le rétablissement des rapports diplomatiques entre les deux pays et la renonciation réciproque aux indemnités de guerre. Le gouvernement allemand renonçait également à exiger la restitution aux anciens propriétaires allemands des entreprises nationalisées par le gouvernement soviétique.

4 La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Pour la première fois invitée à une telle conférence par les puissances impérialistes, la Russie soviétique marquait ainsi son entrée dans la politique internationale.

Quant à notre attitude dans [la question de la Bessarabie](#), elle n'a pas changé. On n'a pu trouver un seul fait qui prouve que nous avons des intentions agressives envers notre voisine de la mer Noire. Tout le monde chez nous a éclaté de rire quand [Lloyd George](#), retour de Gênes, proclamait à la Chambre des Communes que le fameux pacte de non-annexion [*lire : non-agression*] conclu pour trois mois à Gênes a sauvé la Roumanie des « hordes rouges » qui étaient déjà en train de passer le Dniestr.

Oui, il y a eu un moment où nous pouvions passer le Dniestr et accomplir un acte non pas de guerre mais d'administration. C'était au commencement de 1921. La guerre avec la Pologne finie et [Wrangel](#) liquidé, nous nous sommes alors trouvés en Ukraine avec un million et demi de soldats rouges et devant des difficultés inhérentes à toute démobilisation, ayant des chemins de fer, des approvisionnements dans un mauvais état. Si nous n'avons rien entrepris, quoique nous étions absolument certains à ce moment que les Polonais n'entreraient pas en guerre pour la Bessarabie, c'est que nous ne voulions aucune guerre, grande ou petite.

— *Pouvez-vous me donner votre opinion sur Locarno ?*⁵

— Je dis une chose, déclare Rakovsky. Le traité de Locarno oblige ceux qui l'ont signé à une politique amicale envers la Russie des Soviets. Sans cela, Locarno serait véritablement non pas une étape vers la paix, mais un pas vers de nouveaux conflits.

Quant à la question de la Société des Nations⁶, je me suis suffisamment expliqué là-dessus ces jours derniers. Parmi ceux qui désirent notre entrée dans la Société des Nations, il en est une partie qui croit que notre présence constituerait une garantie de plus pour la paix. Les autres ne parlent de la Société des Nations que pour nous reprocher ensuite notre abstention, abstention dictée par des considérations sérieuses, et trouver ainsi une nouvelle arme de lutte contre nous.

— *À l'occasion de votre nomination à Paris, comme d'ailleurs cela s'était produit après la nomination de Krassine, une partie de la presse française a déjà lancé le mot de propagande.*

— Je faillirais à ma tâche si je ne m'efforçais pas d'établir les meilleurs rapports possibles avec la France, déclare Rakovsky, si je cherchais à me mêler directement ou indirectement aux luttes des partis.

C. David.

5 À l'automne 1925, les représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Belgique se sont réunis pour une conférence dans la ville suisse de Locarno et ont conclu, le 16 octobre 1925, le « Pacte de garantie ». Cinq traités sont en réalité signés par lesquels l'impérialisme visait ainsi à consacrer le statu quo issu du Traité de Paix de Versailles de 1919, tout en isolant l'URSS en la détachant d'une Allemagne jugée trop proche d'elle depuis le Traité de Rapallo (1922). Pour l'URSS, Locarno incarnait ainsi le spectre d'une nouvelle coalition impérialiste anti-soviétique.

6 Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.